Nations Unies DP/DCP/CHN/6[1]

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
27 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
25-28 août 2025, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour la Chine (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable . . . 2

II. Priorités du programme et partenariats . . . 6

III. Administration du programme et gestion des risques . . . 11

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme . . . 12

Annexes

A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources . . . 13

B. Plan d'évaluation chiffré

[1] Veuillez noter que, bien qu'il s'agisse du cinquième descriptif de programme de pays pour la Chine présenté au Conseil d'administration, la cote DP/DCP/CHN/5 a été attribuée par inadvertance au descriptif du cycle précédent (2021-2025). Par souci de cohérence du système de documentation des Nations Unies, le présent document a ainsi été publié sous la cote DP/DCP/CHN/6.

25-10642 (F) 080725 230725

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. Depuis sa réforme et son ouverture, la Chine a fait des progrès considérables en matière de développement économique et humain. Elle est l'un des rares pays à être passé d'un développement humain faible à un développement humain élevé. Elle a en outre sorti plus de 770 millions de personnes de l'extrême pauvreté[1], ce qui représente près des trois quarts des efforts mondiaux de réduction de la pauvreté déployés au cours de la même période.

2. Parallèlement à ces progrès, des inégalités et des divergences subsistent et de nouvelles apparaissent. Selon le Bureau national de statistique, en 2023, 21 des 31 provinces chinoises affichent un produit intérieur brut par habitant inférieur à la moyenne nationale[2]. Les disparités régionales restent élevées et constituent un domaine d'intervention essentiel pour le Gouvernement, le ratio de revenu entre les zones urbaines et les zones rurales s'élevant à 2,34[3]. Les populations rurales ont tendance à accumuler des vulnérabilités ; elles sont plus âgées, moins qualifiées et plus touchées par la fracture numérique.

3. Le vieillissement rapide de la population chinoise a des conséquences majeures sur les moyens de subsistance et le niveau de vie, et appelle à un développement durable des systèmes de retraite et d'assistance sociale, ainsi qu'au développement d'une économie des services à la personne. Dans le même temps, les nouvelles formes de travail augmentent les risques de nouvelles vulnérabilités, plus de 10 % de la main-d'œuvre participant aujourd'hui à l'économie des plateformes[4] et le taux de chômage urbain des jeunes étant relativement élevé (16,5 %)[5]. Comme partout ailleurs dans le monde, les femmes en Chine sont considérablement touchées par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et risquent de se retrouver au chômage[6]. Elles assument en outre une plus grande part des responsabilités en matière de soins et des responsabilités domestiques, consacrant 1,9 fois plus de temps que les hommes aux soins et travaux domestiques non rémunérés[7].

4. Pays très peuplé dont les émissions totales sont élevées (14 314 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone en 2021) et dont l'intensité carbone est supérieure à la moyenne mondiale[8], la Chine a insufflé un nouvel élan en annonçant en 2020 ses deux objectifs en matière d'émissions de carbone : atteindre le maximum de ses émissions en 2030 et la neutralité carbone en 2060[9]. Grâce à l'installation de

[1] Groupe de la Banque mondiale, « Lifting 800 Million People Out of Poverty – New Report Looks at Lessons From China's Experience », 25 septembre 2023.Voir : https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/04/01/lifting-800-million-people-out-of-poverty-new-report-looks-at-lessons-from-china-s-experience.

[2] Les données relatives à la Chine n'incluent pas la Région administrative spéciale de Hong Kong, la Région administrative spéciale de Macao ni la Province chinoise de Taiwan. Bureau national de statistique, PIB national par habitant et produit régional brut par province (2023), 2023.

[3] Bureau national de statistique, « Residents' income and consumption expenditure in 2024 », 2024.

[4] Wei Du et Xueyu Wang, *New Forms of Employment and Labour Protection in China, ILO eBooks*, 2024.

[5] Bureau national de statistique, Taux de chômage urbain mensuel de la population âgée de 16 à 24 ans, à l'exclusion des étudiants, 2025.

[6] PNUD, « Navigating the Path to a Just Transition: Employment Implications of China's Green Transition », 2023.

[7] Bureau national de statistique, Troisième enquête de la Chine sur les budgets-temps, 2024.

[8] Premier rapport biennal de la République populaire de Chine au titre de la transparence, portant sur les changements climatiques, 2024.

[9] Agence de presse Xinhua, « Xi Jinping delivered an important speech at the general debate of the 75th session of the United Nations General Assembly », 22 September 2020. Voir : https://www.gov.cn/xinwen/2020-09/22/content_5546168.htm.

357,8 gigawatts de nouvelles capacités solaires et éoliennes en 2024[10], elle contribue de manière décisive à l'engagement mondial de tripler les énergies renouvelables d'ici à 2030. Elle est par ailleurs l'un des 12 pays dotés d'une mégadiversité biologique dans le monde[11]. En tant que présidente de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15), elle a présidé à l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal[12].

5. Les efforts susmentionnés traduisent un tournant vers un « développement de haute qualité »[13] qui met l'accent sur une croissance durable et verte au cours de la période couverte par le quatorzième plan quinquennal (2021-2025). Toutefois, placer le pays sur une voie durable vers la neutralité carbone dans un laps de temps aussi court présente de nombreuses difficultés. La consommation de charbon, qui représente 53,2 % des émissions du pays et qui en est ainsi la principale source[14], est un domaine qu'il est essentiel de traiter en vue d'opérer des réformes. Il est désormais indispensable de prendre rapidement des mesures d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique et de lutter efficacement contre les émissions provenant d'autres secteurs – ceux où il est difficile de réduire les émissions – et d'autres gaz, notamment le méthane, pour que l'ensemble de l'économie passe à un développement à faible intensité de carbone, conformément aux engagements nationaux et internationaux.

6. Dans ce contexte, le Gouvernement a déterminé qu'il était essentiel de stimuler le développement grâce à l'innovation. Ce point tout comme les priorités politiques susmentionnées et les réformes qui en découlent ont été réaffirmés lors du troisième plénum[15].

7. Le rôle que joue la Chine en tant que partenaire de la coopération au service du développement a évolué en même temps que sa trajectoire de développement. Avec le troisième livre blanc sur la coopération internationale pour le développement publié en 2021[16], la Chine a commencé à s'inspirer de cadres internationaux, tels que les objectifs de développement durable, pour établir les politiques relatives à ses engagements en matière de développement à l'étranger. Elle continue de promouvoir la coopération Sud-Sud. Elle promeut le Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud dans le cadre de l'Initiative pour le développement mondial, une politique nationale visant à appuyer l'action menée à l'échelle mondiale en matière de développement et de durabilité, en partenariat avec plus de 20 organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales, s'engageant à verser 4 milliards de dollars d'ici à 2022[17]. Elle a par ailleurs créé le Fonds de Kunming pour

[10] Administration nationale de l'énergie, Grid-connected operation of renewable energy in 2024, 27 janvier 2025

[11] Convention sur la diversité biologique, « Chine – Profil de pays », 2025.

[12] Convention sur la diversité biologique, « Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal », 2022.

[13] La transition de l'économie chinoise vers un développement de « haute qualité » a été évoquée par le Président Xi en 2017 dans le rapport qu'il a présenté à la séance d'ouverture du dix-neuvième Congrès national du Parti communiste chinois. Le texte intégral est disponible en anglais à l'adresse suivante : https://www.chinadaily.com.cn/china/19thcpcnationalcongress/2017-11/04/content_34115212.htm. Le concept souligne désormais la vision de développement à moyen et long terme de la Chine.

[14] Bureau national de statistique, Communiqué de la République populaire de Chine sur les statistiques du développement économique et social au niveau national en 2024, 2025.

[15] Communiqué du troisième plénum du vingtième Comité central du Parti communiste chinois.

[16] Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, « La coopération internationale chinoise au service du développement dans la nouvelle ère », 2021.

[17] Agence de presse Xinhua, « Forging High-quality Partnership For a New Era of Global Development – Remarks by H.E. Xi Jinping President of the People's Republic of China At the High-level Dialogue on Global Development », 2022.

la biodiversité avec le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies en 2024 pour soutenir la réalisation des objectifs à l'horizon 2050 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, en particulier dans les pays en développement.

8. L'évaluation du programme précédent a permis de prendre la mesure du rôle précieux que le PNUD continue de jouer en Chine, en tirant parti de son mandat, de son avantage comparatif et de ses ressources limitées. Parmi les principaux domaines de résultats, le PNUD joue un rôle unique en facilitant la coopération Sud-Sud et les échanges Nord-Sud en vue de faire progresser le développement durable[18], en offrant un terrain d'essai fertile pour trouver des solutions aux difficultés communes de développement, de la pauvreté multidimensionnelle à la protection de la biodiversité, ainsi qu'en éclairant la politique et la pratique suivies par le Gouvernement. Dans le même temps, le rôle qu'il joue en tant qu'acteur fiable et attentif[19] luttant contre les vulnérabilités et mettant l'accent sur le principe consistant à ne laisser personne de côté a également été reconnu comme important ; le PNUD s'appuie sur un réseau solide et approfondi de partenariats établis entre diverses parties prenantes, essentiel pour obtenir des résultats efficaces.

9. L'évaluation a également mis en évidence des difficultés, notamment une capacité quelque peu limitée à attribuer des résultats ou des réalisations spécifiques au PNUD, ou à quantifier la valeur de l'influence du PNUD, compte tenu de l'immensité de la Chine, de la solidité de ses institutions, de la rapidité de son développement et de l'appropriation de l'aide extérieure.

10. Dans l'évaluation, il a été recommandé de renforcer le rôle que le PNUD joue en tant que cadre de rencontre entre la Chine et les partenaires développés et en développement en vue d'explorer les possibilités stratégiques d'accélérer la mise en œuvre d'une action concertée en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Il s'agira notamment de continuer d'aider la Chine à passer à une économie à faibles émissions de carbone et de promouvoir les objectifs de développement durable, en mettant fortement l'accent sur les groupes pauvres et vulnérables et sur les implications et les risques d'un développement inégal par l'intermédiaire de travaux stratégiques et consultatifs, en tirant parti des enseignements de la programmation et d'un vaste réseau d'expertise[20].

11. Compte tenu des problèmes de développement qui persistent ou émergent en Chine, ainsi que de la taille du pays et de ses implications pour le programme mondial de développement durable, la Chine est un acteur essentiel des efforts visant à faire progresser les objectifs de développement durable à la vitesse et à l'échelle requises dans cette dernière ligne droite vers l'échéance de 2030. Par conséquent, le programme de pays du PNUD, établi au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2026-2030, vise à tirer parti des engagements et des investissements nationaux en faveur du développement durable afin de maximiser l'impact des objectifs de développement durable, tant au niveau national qu'à l'étranger. Il s'agira notamment d'élaborer conjointement et de mettre à l'essai des solutions de développement novatrices, qui peuvent également fournir des enseignements précieux susceptibles d'être appliqués dans d'autres contextes de développement, contribuant ainsi à faire progresser les objectifs de développement durable au niveau mondial ainsi que la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir.

12. En s'appuyant sur ses avantages comparatifs, sur les enseignements tirés et sur les réalisations passées et en tirant parti du calendrier à la fois de la réalisation des

[18] PNUD, Évaluation indépendante du programme de pays de la Chine, chapitre 3.
[19] Ibid., chapitre 2, conclusion 3.
[20] Ibid., chapitre 3, 3.1 Conclusion et 3.2 Recommandations.

objectifs de développement durable et du prochain plan quinquennal pour la Chine, le PNUD contribuera à trois des priorités fixées dans le Plan-cadre de coopération :

a) Accélérer la transition du pays vers un « développement de haute qualité », contribuer à une prospérité partagée, ne laisser personne de côté et prendre en compte les nouvelles frontières du développement durable ;

b) Accélérer sa transition vers une économie respectueuse de la nature et à faibles émissions de carbone, et s'employer à mettre en place une base solide propre à faire progresser les deux objectifs du Gouvernement en matière d'émissions de carbone ;

c) Renforcer les partenariats avec les acteurs de la coopération internationale pour le développement afin d'améliorer l'incidence sur les objectifs de développement durable des engagements pris dans le cadre de cette coopération.

13. Le programme est pleinement aligné sur les priorités nationales et les engagements relatifs aux objectifs de développement durable. Conformément aux priorités énoncées dans le Plan-cadre de coopération et tirant parti de ses atouts en matière de technique, de coordination et de gouvernance, le PNUD fournira des conseils stratégiques intégrés et des solutions fondées sur des données probantes et appuiera la mise en œuvre aux niveaux national et local afin de faire progresser les trois priorités. Il facilitera également l'échange bilatéral des meilleures pratiques et des enseignements tirés entre la Chine et les pays partenaires, renforçant les efforts collectifs déployés pour accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

14. Pour ce faire, des partenariats stratégiques seront essentiels, tant au niveau national que local. Parmi les principaux acteurs gouvernementaux et organisations de la société civile partenaires figurent le Ministère du commerce, le Ministère des affaires étrangères, la Commission nationale du développement et de la réforme, le Ministère des finances, la Fédération des femmes de Chine, la Fédération de la jeunesse chinoise, l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement, le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, le Ministère des affaires civiles, le Ministère de l'écologie et de l'environnement, le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information, le Ministère des ressources naturelles, le Ministère des ressources en eau, l'Administration nationale des forêts et des prairies et la Banque populaire de Chine.

15. Ces partenariats seront associés à des échanges approfondis et élargis avec un ensemble plus large de parties prenantes afin de favoriser un changement durable. En s'appuyant sur le financement public, le PNUD s'attellera à l'élaboration conjointe d'instruments de financement mixte novateurs pour débloquer les investissements des institutions financières afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Grâce à son rôle fédérateur, il travaillera en étroite collaboration avec les entreprises et le secteur financier en Chine, notamment avec la Banque asiatique de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque chinoise d'import-export et la Nouvelle Banque de développement. Le partenariat noué avec des plateformes politiques essentielles, notamment le Conseil chinois pour la coopération internationale en matière d'environnement et de développement, sera renforcé afin de fournir des conseils stratégiques sur l'accélération de la mise en œuvre des mesures nécessaires. Le PNUD collaborera avec les organismes des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire d'une programmation conjointe, en tirant parti de l'expertise collective du système des Nations Unies pour renforcer les contributions nationales aux instances multilatérales et aux programmes mondiaux de développement.

II. Priorités du programme et partenariats

16. Au cours du cycle 2026-2030, le PNUD mettra l'accent sur trois leviers essentiels de développement de sorte que les initiatives mesurables menées au niveau local en faveur des objectifs de développement durable aient une incidence globale positive, à la fois rapidement et à grande échelle. Ces leviers seront intégrés dans les trois priorités du programme de pays décrites aux alinéas *a* à *c* du paragraphe 12 ci-dessus, en conformité avec le Plan-cadre de coopération.

a) **Innovation** : le PNUD participera à l'élaboration de nouveaux modèles de développement qui s'écartent des approches traditionnelles pour prendre en compte les nouvelles frontières du développement durable. Il s'agira notamment de tirer parti des technologies de pointe et des solutions numériques pour faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que de donner la priorité aux zones nationales accueillant des projets pilotes d'innovation en faveur du développement durable[21] (zones désignées par le Conseil d'État) et aux grandes villes chinoises.

b) Le PNUD promouvra **des approches systématiques et intégrées du développement**[22] afin de traiter de manière globale les multiples problèmes du développement socioéconomique et environnemental qui se cumulent. Le programme s'appuiera sur les ressources mondiales et régionales du PNUD, notamment les centres et pôles de politiques du Réseau mondial pour les politiques. Grâce à des programmes conjoints pluri-institutions des Nations Unies et à des collaborations thématiques, le PNUD contribuera à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération et en maximisera les résultats, améliorera la coordination et apportera des solutions globales aux défis complexes que les objectifs de développement durable présentent au niveau infranational, notamment en déployant le programme des Volontaires des Nations Unies pour renforcer la mise en œuvre des projets dans les bureaux extérieurs et les sites accueillant des projets pilotes.

c) **Financement** : pour accélérer la réorientation et l'alignement des financements publics et privés en faveur des objectifs de développement durable grâce à des partenariats avec les institutions financières, les organismes de réglementation et les entreprises et en tirant parti de l'avantage comparatif du PNUD pour maximiser les synergies entre les portefeuilles, par l'intermédiaire de pôles d'expertise mondiaux interconnectés.

17. Une approche par portefeuille intégrée sera mise en œuvre dans les domaines de réalisation, ce qui permettra de tirer parti des solutions types de bout en bout du PNUD et d'optimiser les ressources limitées. L'objectif est de créer des synergies favorisant la durabilité et de transposer les résultats à une plus grande échelle de sorte que les effets obtenus en faveur du développement dépassent ceux des interventions soutenues par le PNUD. Le PNUD intègre par ailleurs les droits humains dans les programmes de développement durable[23].

[21] Conseil d'État, la liste des zones spécifiques approuvées pour accueillir des projets pilotes en faveur du développement durable est accessible au public.

[22] Conseil chinois pour la coopération internationale en matière d'environnement et de développement, « Policy Recommendations to the Chinese Government at the 2024 Annual General Meeting », 2024.

[23] PNUD, Intégration des droits humains. Voir : https://www.undp.org/rolhr/human-rights/mainstreaming.

Priorité nº 1. Prendre en compte les nouvelles frontières du développement humain durable

18. Le PNUD se concentrera sur l'amélioration de la qualité de vie en contribuant à la « revitalisation rurale » en Chine, en particulier dans les régions du centre et de l'ouest[24], en réduisant les inégalités, en autonomisant les groupes marginalisés et en promouvant un développement rural global. En mettant l'accent sur les nouvelles frontières du développement humain durable, il contribuera à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et travaillera sur l'économie des séniors et l'économie des services à la personne, l'économie numérique et l'évolution future du travail afin de remédier aux vulnérabilités dans tous ces domaines. Il renforcera particulièrement la programmation conjointe avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds des Nations Unies pour la population et appliquera une approche fondée sur le cycle de vie afin d'améliorer les possibilités de développement participatif, durable et résilient dans les régions sous-développées.

19. Le PNUD axera ses travaux sur l'expérimentation de solutions novatrices dans les zones désignées par le Conseil d'État pour accueillir des projets pilotes en faveur du développement durable et dans les grandes villes chinoises, notamment : a) en tirant parti de la transformation numérique ; b) en testant des politiques adaptatives ; c) en déployant des modèles de financement de nouvelle génération. Les zones accueillant des projets pilotes serviront de laboratoires vivants où de nouvelles idées pourront être testées et affinées et le Gouvernement les appliquera à grande échelle, tout en générant des informations précieuses pour les pays partenaires en vue de créer des sociétés durables, résilientes et prêtes à affronter l'avenir.

20. Le PNUD s'efforcera de soutenir une transformation numérique qui n'exacerbe pas les clivages, ce qui nécessitera l'adoption de garanties adéquates (y compris l'application responsable de l'intelligence artificielle). Cela permettra d'optimiser l'allocation des ressources, de promouvoir une véritable participation de l'ensemble de la société, de renforcer la reddition de comptes tant dans le public que dans le privé, de réagir en temps réel à l'évolution des conditions sociales et économiques et d'élargir les débouchés économiques pour les populations vulnérables.

21. Le PNUD collaborera avec le Centre chinois international d'échanges économiques et techniques afin d'aider les administrations locales à imaginer de nouveaux mécanismes décisionnels et modèles de participation qui s'alignent sur l'évolution de leurs priorités de développement. Il s'agit notamment de systèmes de protection sociale adaptatifs, de dispositifs expérimentaux de réglementation pour les technologies émergentes et de stratégies d'urbanisation axées sur les personnes, qui permettent aux populations locales d'élaborer conjointement des solutions en matière de logement, de mobilité et d'infrastructures vertes. En intégrant des mécanismes de gouvernance participative et d'élaboration de politiques fondées sur des données, le PNUD aidera les administrations locales et régionales à devenir plus souples et plus réactives et à ne laisser personne de côté.

22. En tirant parti de son offre en matière de financement des objectifs de développement durable, le PNUD appuiera des mécanismes de financement et des partenariats novateurs qui débloquent de nouvelles ressources pour intensifier les progrès en matière de développement durable en vue de ne laisser personne de côté et maximiser les investissements dans les objectifs de développement durable aux niveaux national et local. Il s'agit notamment d'instruments de financement mixtes, de contrats à impact social et de solutions de financement numérique qui font le lien

[24] Agence de presse Xinhua, « China's new push for rural reform, revitalization », 2025. Voir : https://english.www.gov.cn/policies/policywatch/202502/24/content_WS67bbaa6ac6d0868f4e8efe7d.html.

entre les différentes parties prenantes publiques et privées, telles que les banques de développement, les banques nationales et les coopératives de crédit, ainsi que le secteur des entreprises. Le PNUD s'efforcera également d'intégrer les principes des objectifs de développement durable dans les modèles de gouvernance et de fonctionnement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, ainsi que des entreprises appartenant à des femmes, afin de faciliter l'accès à de nouveaux débouchés commerciaux pour une croissance économique durable et résiliente.

23. Étant donné que la Chine produit près de 30 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale, le PNUD aidera les administrations à faire adopter aux entreprises et aux industries des pratiques de production et d'approvisionnement durables et débloquera des avantages à la fois économiques et environnementaux qui accéléreront la réalisation des objectifs de développement durable. Il mettra l'accent sur l'adoption de normes internationales en matière d'environnement, de société et de gouvernance et sur l'intégration de normes opérationnelles à faibles émissions de carbone afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Priorité nº 2. Accélérer la transition vers une économie à faible intensité de carbone et respectueuse de la nature

24. L'objectif est d'aider la Chine à mettre plus rapidement en œuvre des mesures visant à atteindre ses deux objectifs en matière d'émissions de carbone et à mener son initiative « Beautiful China »[25], ainsi qu'à apporter de meilleures contributions et à accomplir des progrès concrets dans le cadre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement, notamment l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Cadre mondial de la biodiversité et l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale conclu au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

25. La promotion d'approches intégrées sera l'axe principal et la caractéristique des travaux du PNUD sur les dimensions environnementales des objectifs de développement durable, qui mettront l'accent sur les synergies entre les différentes priorités sectorielles et tireront parti de ces synergies pour améliorer les retombées positives. Le PNUD œuvrera systématiquement dans le cadre des initiatives liées à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets, à la protection de la biodiversité, à la conservation et à l'utilisation durable des ressources marines, ainsi qu'aux moyens de subsistance durables issus d'écosystèmes durables. L'objectif est de montrer les résultats de voies de développement qui réduisent les disparités et les pressions sur l'environnement.

26. Dans ce contexte et en s'appuyant sur son vaste portefeuille, le PNUD contribuera à l'élaboration d'une trajectoire ambitieuse vers la neutralité carbone. Il s'agira notamment de conseiller et de tester des approches novatrices en matière de décarbonation et de dissociation de la croissance et des émissions, y compris la promotion de l'économie verte de l'hydrogène et l'amélioration de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie.

27. Le PNUD continuera de mener les projets pilotes dans les domaines où la marge d'amélioration est la plus grande et où le potentiel de transition vers une économie sobre en carbone et respectueuse de l'environnement est le plus important, y compris dans les secteurs où il est difficile de réduire les émissions et les zones riches en ressources.

[25] Agence de presse Xinhua, « Development of a 'Beautiful China' to Be Promoted Comprehensively », 11 janvier 2024. Voir : https://english.www.gov.cn/policies/latestreleases/202401/11/content_WS659feb78c6d0868f4e8e2f86.html.

28. Le PNUD continuera à promouvoir une économie circulaire visant à éliminer les déchets et à permettre une utilisation continue des ressources, y compris dans les secteurs émergents, en renforçant la gestion innovante de la chaîne d'approvisionnement verte et durable et l'adoption de normes, de politiques et de réglementations sur la gestion des produits chimiques. En s'appuyant sur les technologies et la transition numérique, il encouragera les pratiques de production et de consommation durables, ainsi que les changements réglementaires, à l'intersection de la protection de l'environnement, de la lutte contre la pollution et du bien-être des personnes.

29. Le PNUD encouragera l'intégration de l'économie marine dans les stratégies de développement infranationales, étudiera les synergies entre les économies marines et terrestres, promouvra la transformation verte et à faibles émissions de carbone des industries traditionnelles et mettra au point des instruments financiers novateurs pour les investissements qui renforcent les moyens de subsistance économiques des populations locales et améliorent l'utilisation durable des écosystèmes marins. Il mènera des activités de sensibilisation aux sciences naturelles et marines afin d'accroître la prise de conscience du public et sa participation à la préservation du milieu marin et ainsi de soutenir les projets de restauration écologique du milieu marin, y compris la réhabilitation des zones humides côtières, des algues et des récifs coralliens.

30. L'accent mis sur une transition juste et inclusive vers une économie sobre en carbone reste essentiel pour ne laisser personne de côté. Le PNUD fera preuve d'innovation en éclairant l'élaboration des politiques afin de veiller à ce que les considérations sociales, y compris le ciblage des femmes et des groupes vulnérables et marginalisés, soient prises en compte dans le processus de manière systématique et cohérente. En bénéficieront notamment les populations urbaines et rurales et les personnes touchées par la transition des secteurs essentiels associés aux combustibles fossiles, aux hydrochlorofluorocarbones et aux polluants organiques persistants.

31. Le PNUD continuera à promouvoir des solutions fondées sur la nature pour favoriser des écosystèmes sains qui peuvent également servir de puits de carbone, générant ainsi un cercle vertueux entre la protection de l'environnement et les efforts déployés en faveur de la nature. Il participera à l'élaboration de solutions technologiques visant à faciliter la transition d'activités produisant des résultats négatifs pour la nature à des activités produisant des résultats positifs et à améliorer la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes. Par exemple, il s'attaquera aux pratiques agricoles non durables afin de réduire la pollution des sols et de l'eau et s'occupera des eaux usées en milieu rural et des masses d'eau noire ou malodorante grâce à des solutions fondées sur la nature.

32. La réorientation d'investissements et de financements plus importants vers la dimension environnementale des objectifs de développement durable sera également cruciale pour agir avec la rapidité et à l'échelle voulues, en s'appuyant sur les progrès de la Chine en matière de financement vert. Grâce à ses vastes capacités mondiales, le PNUD encouragera les partenariats avec les institutions financières nationales, les organismes de réglementation et les entreprises afin de diffuser des informations, entre autres, sur les options de politiques budgétaires vertes et alignées sur les objectifs de développement durable et sur les mécanismes tels que la tarification du carbone et l'échange de droits d'émission, le but étant de renforcer la résilience face aux risques environnementaux. Il cherchera également des solutions novatrices pour renforcer la participation aux financements commerciaux par l'intermédiaire d'instruments et d'outils mixtes.

Priorité nº 3. Des partenariats de développement Sud-Sud pour renforcer l'impact des objectifs de développement durable

33. Le PNUD accélérera le passage à des approches intégrées et mettra davantage l'accent sur les partenariats multilatéraux stratégiques pour le développement mondial. L'objectif est de maximiser la contribution au développement durable des engagements pris par la Chine en matière de coopération internationale au service du développement, afin de faire progresser les objectifs de développement durable au niveau mondial grâce à l'apprentissage mutuel et à des approches axées sur la demande et fondées sur les meilleures pratiques.

34. Le PNUD servira de plateforme pour canaliser la demande, les besoins et l'expérience des pays et régions partenaires et les relier – par l'intermédiaire de partenariats de coopération Sud-Sud et de coopération trilatérale – à l'expertise et aux financements de la Chine ainsi qu'à son expérience en matière d'élaboration de solutions de développement novatrices et reproductibles. En complément de la coopération Nord-Sud traditionnelle en matière d'aide au développement[26], les partenariats contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable et à la jouissance des biens publics mondiaux.

35. Le PNUD travaillera avec les principales parties prenantes chinoises pour éclairer leurs politiques et pratiques en matière de coopération internationale au service du développement afin de renforcer leurs contributions aux réalisations liées au développement durable, en répondant efficacement aux demandes de développement et aux demandes humanitaires des partenaires, en particulier celles des populations vulnérables, tout en promouvant le principe consistant à ne laisser personne de côté.

36. Il s'agira notamment de fournir un appui analytique et consultatif sur les politiques, les mécanismes de financement et les stratégies de mise en œuvre de la coopération internationale pour le développement, en s'attachant à les aligner sur les normes internationales et les meilleures pratiques.

37. Le PNUD fournira également un appui au renforcement des capacités des acteurs chinois de la coopération internationale pour le développement en ce qui concerne les approches de gestion axées sur les résultats et alignées sur les objectifs de développement durable.

38. Le PNUD fournira aux institutions chinoises des conseils sur la mise à l'essai de solutions de développement sectorielles évolutives dans le cadre de la coopération Sud-Sud dans des domaines tels que l'atténuation de la pauvreté, le développement vert, la réduction des risques de catastrophe et l'économie numérique.

39. Les partenariats à grande échelle noués avec les acteurs du secteur financier chinois et les institutions financières internationales seront examinés plus avant afin de réorienter et de mobiliser les ressources de sorte à réduire le déficit de financement des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale. Le PNUD s'efforcera de renforcer les synergies et les retombées positives entre les différentes sources de financement, en collaboration avec les banques de développement et les acteurs de la coopération internationale pour le développement.

[26] Document final du Sommet de l'avenir – Pacte pour l'avenir, Pacte numérique et Déclaration sur les générations futures.

III. Administration du programme et gestion des risques

40. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Le programme de pays est principalement financé par d'autres ressources, notamment des fonds mondiaux pour l'environnement et des ressources nationales provenant d'administrations infranationales et du secteur privé, conformément aux lois et règlements de la Chine. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

41. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

42. Le programme adoptera un cadre de risque à deux niveaux : a) risques sociaux et environnementaux : les catastrophes et la dégradation de l'environnement pourraient avoir des répercussions importantes sur les populations rurales vulnérables ; les normes sociales et environnementales serviront à orienter les mesures d'atténuation ; b) risques opérationnels : les incertitudes économiques entourant l'évolution de l'environnement politique ; le PNUD continuera de faire preuve d'une grande souplesse et de fortes capacités d'adaptation, notamment en mettant en place des dispositifs d'alerte rapide ainsi qu'un plan solide de continuité des opérations.

43. En réponse aux risques susmentionnés, le PNUD adhère à la politique de gestion globale des risques et au dispositif d'application du principe de responsabilité afin de garantir une prise de décision prévoyante et tenant compte des risques recensés, tant au niveau du programme que des projets, en impliquant un éventail diversifié de parties prenantes et de bénéficiaires. Son cadre de gestion des risques est intégré et systématique, conçu pour améliorer l'efficacité et la pertinence du programme tout en préservant sa réputation d'entité consciente des risques et axée sur la valeur. En tenant compte des risques dans ses processus opérationnels et stratégiques, le programme permet toujours d'être proactif dans le recensement des problèmes et dans l'élaboration de solutions novatrices aux risques organisationnels et aux risques liés au développement.

44. En complément de cette approche, les normes sociales et environnementales du PNUD renforcent l'engagement de l'organisation à maximiser les incidences sociales et environnementales du programme tout en prévenant, en minimisant, en atténuant et en gérant tout effet potentiellement néfaste, en veillant à ce que toutes les interventions soient mises en œuvre conformément aux réglementations nationales des partenaires, en promouvant les pratiques de développement durable et responsable qui contribuent à la résilience à long terme et à l'inclusivité.

45. La Chine étant reconnue comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure aspirant à devenir un pays à revenu élevé, le programme de pays prévoit une stratégie de sortie échelonnée censée lui conférer une plus grande présence et portée.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

46. Le programme a été élaboré en étroite collaboration avec le Gouvernement et les partenaires nationaux, en veillant à ce qu'il soit aligné sur les priorités nationales et les stratégies sectorielles et reflète les priorités de la Chine en matière de développement et les engagements du pays en faveur des objectifs de développement durable. En outre, il est pleinement aligné sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030) et le Plan stratégique du PNUD, ce qui renforce la cohérence entre les objectifs nationaux de développement et le programme de l'ONU en matière de développement dans son ensemble.

47. En réponse à l'évaluation indépendante du programme de pays, le PNUD réaffirme sa volonté d'œuvrer en faveur de la gestion axée sur les résultats, de la transparence, de l'application du principe de responsabilité et de l'apprentissage en renforçant les mécanismes de contrôle et d'évaluation qui s'alignent sur les politiques institutionnelles, les réglementations nationales et les meilleures pratiques internationales. Dans ce contexte, un examen annuel obligatoire des réalisations et des produits du cycle de programmation, fondé sur des indicateurs et des statistiques convenus, sera organisé. Cela permet de s'assurer que la pertinence, l'efficacité et l'efficience des initiatives de développement que le PNUD mène dans le contexte du pays à revenu intermédiaire supérieur sont correctement prises en compte et évaluées.

48. Conformément aux principes et aux normes définis par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, on s'est engagé, dans le cadre du programme, à mener des évaluations décentralisées des projets, en adhérant aux directives du PNUD en matière d'évaluation, afin de garantir la crédibilité, la rigueur et l'application du principe de responsabilité dans l'évaluation de l'impact des programmes. Le PNUD reste déterminé à renforcer les capacités nationales d'évaluation de la Chine en encourageant la collaboration avec un large éventail d'acteurs du secteur du développement, le but étant de renforcer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et d'améliorer la durabilité et l'efficacité à long terme des initiatives de développement.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: **High-quality, inclusive, and equitable economic, social, and human development for all throughout the life-course.**				
COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #2: *By 2030, China's transition to a high-quality and inclusive economic development model characterized by innovation, delivers more balanced sustainable development between rural and urban areas, shared prosperity, decent work, and equitable opportunities for all.*				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: *Outcome 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development*				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)[27]	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS *(including indicators, baselines targets)***	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Indicative Indicator 1: Gini coefficient Baseline: 0.467 (2022) Target: TBC (2030) **Indicative Indicator 2:** Unemployment rate, by sex, age (groups) and disability status (SDG8.5.2) Baseline: 5.1% (total) (2024) Target: TBC (2030)	State Council's Government Work Reports; Ministry of Commerce (MOFCOM) National Bureau of Statistics (NBS); Sectoral Ministry reports; World Bank, UN Agencies, and UNDP **Frequency**: Annually	**Output 1.1:** The Government and other stakeholders demonstrate enhanced capacities to drive resilient and sustainable economic development. **Indicative Indicator 1.1a:** Number of strategic UNDP initiatives to support assessing and accelerating progress at the sub-national levels in underdeveloped regions, including the national SDG Demonstration Zones that have resulted in allocation of domestic financial investments in	Government, United Nations agencies, academia, corporate sector (including state-owned enterprises), media, think tanks and NGOs.	**Regular: $533,000** **Other: $49,467,000**

[27] All UNSDCF targets will be identified on the basis of those included in the 15th Five Year Plan and will be updated once this information is available.

		relevant local development plans. Baseline (2024): 7 UNDP initiatives in underdeveloped regions; 1 SDG Demo Zone; and 0 United Nations Joint Programmes Target cumulative of baseline (2030): 10 UNDP initiatives in underdeveloped regions; 5 SDG Demo Zones; and 2 United Nations Joint Programmes Source: UNDP and MOFCOM, annually **Indicative Indicator 1.1b:** Number of measures implemented to increase women's access to and use of digital technologies, digital finance, e-commerce, and digital value chains (IRRF 6.1.1) Baseline (2024): 2 Target cumulative of baseline (2030): 5 Source: UNDP and MOFCOM, annually **Indicative Indicator 1.1c:** Number of multi-stakeholder mechanisms[28] to strengthen public sector agility, collaboration, and		

[28] Multi-sector mechanisms include social innovation or digital platforms between governments, communities, and the private sector.

		the co-design, public and private financing, and delivery of solutions for sustainable development at the sub-national level (IRRF 2.1.3) Baseline (2024): 3 Target cumulative of baseline (2030): 6 Source: UNDP and MOFCOM, annually **Output 1.2:** The Government and other stakeholders demonstrate enhanced capacities to deliver decent work and equitable livelihood opportunities for all, particularly women and those most left behind. **Indicative Indicator 1.2a:** Number of sub-national institutions strengthened through UNDP capacity building initiatives, volunteerism, and policy advisory support to advance the SDGs through gender responsive implementation of the rural revitalisation strategies and have resulted in allocation of domestic financial investments in relevant local development plans.		

		Baseline (2024): 10 institutions Target cumulative of baseline (2030): 15 institutions Source: UNDP and MOFCOM, annually **Indicative Indicator 1.2b:** Number of strategic UNDP initiatives established with sub-national local governments to align new innovative public-private financing investments, approaches, and models to scale-up gender-responsive rural revitalisation strategies for balanced development reflected in relevant local development plans. Baseline (2024): 3 UNDP initiatives with sub-national local governments and 0 United Nations Joint Programme Target cumulative of baseline (2030): 6 UNDP initiatives and 1 United Nations Joint Programme Source: UNDP and MOFCOM, annually		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Achieving green development and a more sustainable and resilient environment

COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #3: By 2030, all people benefit from China's accelerated green transition to low carbon, climate-resilient, inclusive and gender responsive development and sustainable management of the environment, natural resources, and biodiversity.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)[29]	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Indicative Indicator 1: The proportion of the land area of nature reserves to the total land area of the country. Terrestrial Baseline: 18% (2021) Target: TBC (2030) **Indicative Indicator 2:** The share of renewable energy in the total final energy consumption. (SDG7.2.1) Baseline: 15.2% (2022) Target: TBC (2030)	State Council's Government Work Reports; Ministry of Finance (MOF); Ministry of Ecology and Environment (MEE) National Development and Reform Commission (NDRC); National Bureau of Statistics (NBS); National Forestry and Grassland Administration; Sectoral Ministry reports; UN Agencies; and UNDP **Frequency**: Annually	**Output 2.1:** Government authorities demonstrate enhanced capacities to develop and implement gender-responsive policies to mitigate and adapt to the environmental impact. **Indicative Indicator 2.1a:** Number of sub-national climate and gender-responsive development strategies (encompassing national laws, policies, technical standards/ circulars and guidelines, and sub-national management plans) informed, through UNDP technical/advisory support, and volunteerism, for achieving national dual	Government, United Nations agencies, academia, corporate sector (including state-owned enterprises), media, think tanks and NGOs.	**Regular: $250,000** **Other: $98,750,000**

[29] All UNSDCF targets will be identified on the basis of those included in the 15th Five Year Plan and will be updated once this information is available.

		carbon goal priorities and global commitments under multilateral environmental agreements Baseline (2024): 133 sub-national development strategies supported and 1 United Nations Joint Programme Target (2030): 150 new sub-national strategies and assessments, and 2 new United Nations Joint Programmes Source: UNDP, MEE and MOF, annually **Indicative Indicator 2.1b:** Number of sub-national institutions strengthened through capacity building initiatives and policy advisory support to implement innovative, gender-responsive adaptation and mitigation strategies. Baseline (2024): 10 institutions Target cumulative of baseline (2030): 12 institutions Source: UNDP, MEE and MOF, annually **Output 2.2:** China demonstrates enhanced		

		capacities to implement multilateral environmental agreements to effectively address current and emerging issues through gender responsive processes and outcomes. **Indicative Indicator 2.2a:** Number of sub-national institutions strengthened through capacity building initiatives and policy advisory support to implement multilateral environmental agreements. Baseline (2024): 12 institutions Target cumulative of baseline (2030): 15 institutions Source: UNDP, MEE and MOF, annually **Indicative Indicator 2.2b:** Number of policies developed and adopted by public and private actors to align public and private finance with the SDGs. (IRRF E.3.2) Baseline (2024): 2 policies Target cumulative of baseline (2030): 5 policies Source: UNDP, MEE and MOF, annually		

		Indicative Indicator 2.2c: Number of national sectoral policy reforms and initiatives supported and implemented with key industrial sectors and coordinated with the corporate sector and industrial associations. Baseline (2024): 5 national sectoral policies Target cumulative of baseline (2030): 10 national sectoral policies Source: UNDP, MEE and MOF, annually **Output 2.3:** China demonstrates enhanced capacities to use innovative integrated approaches that draw on technological and digital solutions to achieve low-carbon and nature-positive development solutions. **Indicative Indicator 2.3a:** Number of sub-national institutions strengthened through policy advisory support to develop and deploy innovative technology applications and related policies. Baseline (2024): 3 institutions Target cumulative of baseline (2030): 5 institutions Source: UNDP, MEE and MOF, annually		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: Leverage China's commitment to international development cooperation and financing to advance global progress on the SDGs and multilateral environmental agreements.				
COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #4: By 2030, China strengthens its international development cooperation contributions and partnerships towards SDG attainment in line with international norms and standards, with an emphasis on leaving no one and no country behind and gender equality.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)[30]	**DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)**	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Indicative Indicator 1: Number of people, including women, benefiting from China's Global Development and South-South Cooperation Fund (GDF) projects. Baseline: 30 million (2024 cumulative)[31] Target: TBD (2030)	Ministry of Finance; Ministry of Foreign Affairs (MOFA); Ministry of Commerce (MOFCOM); China International Development Cooperation Agency (CIDCA); International Financial Institutions (IFIs); Multilateral Development Banks; UN agencies and UNDP.	**Output 3.1:** The Government and other institutions in China demonstrate enhanced capacities to develop and deliver demand-driven, South-South and triangular cooperation, contribute to multilateral development partnership frameworks and platforms, and global public goods in line with international standards. **Indicative Indicator 3.1a:** Number of Chinese public sector institutions strengthened through capacity building initiatives and policy advisory	Government, United Nations agencies, academia, international development actors in China, including embassies, media and think tanks.	**Regular: $0** **Other: $1,000,000**

[30] All UNSDCF targets will be identified on the basis of those included in the 15th Five Year Plan and will be updated once this information is available.

[31] CIDCA, "CIDCA Promotes Global Development and South-South Cooperation Fund," 11 January 2025, http://en.cidca.gov.cn/2025-01/11/c_1064735.htm.

		support to align investments to accelerate the SDGs globally. Baseline (2024): 2 institutions Target cumulative of baseline (2030): 4 institutions Source: UNDP, MOFA, MOFCOM, CIDCA, annually **Indicative Indicator 3.1b:** Number of improved tools and institutional training materials to monitor and report on contributions to accelerate the SDG through South-South cooperation initiatives. Baseline (2024): 2 initiatives Target cumulative of baseline (2030): 4 initiatives Source: UNDP, MOFCOM and CIDCA, annually **Indicative Indicator 3.1c:** Number of strategic consultations co-convened with China and relevant partners to strengthen China's contributions through multilateral platforms for global SDG acceleration and the Pact for the Future. Baseline (2024): 10 consultations Target (2030): 15 consultations		

		Source: UNDP and United Nations Country Team, annually **Output 3.2:** Government authorities, the corporate sector and development banks in China demonstrate enhanced capacities to develop and implement SDG-aligned financing and investment strategies and business practices. **Indicative Indicator 3.2a:** E.3.2 Number of policies and institutional frameworks developed and adopted by public and private actors to align public and private finance with the SDGs (IRRF E.3.2) Baseline (2024): 2 Target cumulative of baseline (2030): 4 Source: UNDP, annually		
			Total:	**$150,000,000** **Regular: $783,000** **Other: $149,217,000**